

L'argent bon marché de la BCE retarde des réformes

La crise de l'endettement dans la zone euro s'apparente toujours plus à un nœud gordien : on ne compte plus les sommets de crise organisés au cours des deux années écoulées et pourtant personne ne sait comment en sortir rapidement et si possible sans douleur. C'est dans ce contexte que la Banque centrale européenne (BCE) s'est saisie d'une épée à deux mains. Elle achètera désormais sans limite des obligations d'État aux pays qui demandent à bénéficier du plan de sauvetage européen.

L'idée est séduisante et a été accueillie positivement par les marchés financiers. Cet apaisement à court terme a pourtant un prix élevé : les milieux politiques restreignent en effet l'indépendance indispensable de la BCE. Ce faisant et à l'instar de la Deutsche Bundesbank, cette institution si importante s'écarte définitivement du chemin vertueux et devient une banque centrale de style anglo-saxon qui n'est plus dédiée en priorité à la stabilité des prix.

On peut douter que cette réorientation stratégique permettra de restaurer la confiance à long terme. En effet, avec le plan de sauvetage destiné à la Grèce et plus encore avec la récente décision de la BCE, les pays de la zone euro se livrent à une monétarisation dangereuse des déficits étatiques et s'aventurent dans l'inconnu. L'expérience a montré que la disponibilité illimitée d'argent bon marché incite les gouvernements à reporter des réformes structurelles certes inconfortables, mais nécessaires.